



## **Reprendre le chemin de la convergence, renforcer l'Europe**

*António Costa, Premier Ministre de la République portugaise*

*à l'occasion de l'ouverture de l'année académique 2017-2018 au Collège d'Europe*

*Bruges, 15 septembre 2017*

Monsieur le bourgmestre,  
Monsieur le recteur,  
Monsieur le Président du Conseil d'Administration,  
Chers professeurs et étudiants,  
Mesdames et Messieurs,

1. Je commence par vous remercier de cette invitation pour m'adresser à vous deux jours après l'important discours du Président Juncker devant le Parlement Européen.

C'est avec grand plaisir que je participe à l'ouverture d'une nouvelle année académique du Collège d'Europe. Depuis 1949, votre institution a tellement contribué, par le biais de la formation de générations successives, à la construction de l'Europe en tant que maison commune de citoyenneté, une Europe qui repose sur cette communauté de valeurs que nous partageons.

J'y participe avec d'autant plus de plaisir que **Simone Veil est patronne de votre promotion**. Une femme dont le parcours de vie, des camps de concentration nazis à la présidence du premier Parlement européen élu au suffrage direct par les citoyens, symbolise l'essence même du projet européen : un combat sans relâche pour les valeurs qui nous unissent - la paix, la liberté, la démocratie, la dignité de la personne humaine, la primauté de l'État de droit.

**En somme, les fondements d'une société décente doublée de prospérité et de justice sociale.**

Je profite de l'occasion pour partager avec vous quatre idées clés :

- Nous devons être fiers de nos valeurs.
- Nous avons des bonnes raisons de faire confiance à la valeur ajoutée de l'Union.
- Pour répondre aux attentes de nos citoyens, il nous faut un esprit réformateur.
- Et, finalement, seule une convergence renforcée donnera une base solide à l'avenir de l'Europe.

2. **D'abord les valeurs.** Suite à des décennies de dictature et pour consolider la Liberté et la Démocratie, le Portugal s'est porté candidat à l'adhésion à la Communauté Economique Européenne, comme l'ont fait la Grèce et l'Espagne puis, après la chute du mur de Berlin, les pays de l'Europe Central e de l'Est.



Plus que quiconque, **Mário Soares, premier-ministre et président de la République portugaise**, inspiré par une vie consacrée au combat pour la liberté, fut le grand artisan du dessein européen du Portugal. C'est lui qui a lancé les négociations d'adhésion en mille neuf-cents soixante-dix-sept (1977) et c'est encore lui qui les a conclues en mille neuf-cents quatre-vingt-cinq (1985).

Mário Soares a bien compris que seule une démocratie consolidée nous permettrait d'atteindre les niveaux de progrès économique et social des pays les plus développés d'Europe et que, **sans ce progrès, la démocratie reconquise demeurerait fragile, instable, menacée.**

L'extraordinaire développement économique et social du Portugal au cours de ces trois décennies d'intégration européenne, la pleine consolidation démocratique et le fait que quatre-vingt pour cent (80%) des Portugais se sentent aujourd'hui citoyens de l'Union européenne prouvent la justesse de sa vision stratégique.

En cette année où Mário Soares nous a quittés, je veux évoquer son profil d'homme d'Etat et d'humaniste, son action et son exemple, son courage aussi bien physique que moral – qui l'a mené à la prison, à la déportation et à l'exil –, ainsi que son influence, non seulement au Portugal mais aussi de par l'Europe et le monde. **Il est, indiscutablement, un des grands personnages du XX<sup>ème</sup> siècle.**

3. Ces trente dernières années, l'Europe et le monde ont profondément changé et font face à de nouveaux défis, non moins exigeants. Mais nous ne pourrons les relever que si les valeurs restent au cœur de notre projet, comme première ligne de protection des citoyens.

C'est pourquoi elles sont intégralement consacrées dans les traités, sont des critères requis pour l'adhésion, des éléments définisseurs de l'appartenance à l'Union, et des principes directeurs de ses politiques internes et extérieures.

Nous ne pouvons ignorer ce que la génération de Mário Soares et de Simone Veil a appris de son propre vécu. Tout comme la chute du mur de Berlin n'a pas mis fin à l'Histoire, les valeurs que nous estimons acquises ne sont pas irréversibles. Le populisme sape la démocratie, le racisme et la xénophobie mettent en cause l'égalité de dignité de la personne humaine, les entorses à l'État de droit menacent les libertés, le protectionnisme limite la prospérité.

L'avenir de l'Europe doit continuer à se fonder sur les valeurs fondamentales de la liberté, de la démocratie et des droits de l'homme, sans jamais céder à la démagogie ou au relativisme multiculturel.

Nous devons faire preuve de la même fermeté pour défendre la prééminence de la dignité de la personne humaine contre la xénophobie que celle que nous affichons pour ne tolérer aucune discrimination à



l'égard des femmes, quel qu'en soit le prétexte, soit-il d'ordre culturel ou religieux.

Ce sont ces valeurs européennes qui doivent nous unir, que nous devons défendre et pour lesquelles nous devons nous battre.

Une Europe espace de liberté ; une Europe de la dignité humaine ; une Europe qui défend l'égalité des droits, où tous participent et s'affirment indépendamment de leur genre ou de leur orientation sexuelle.

**Plus qu'une monnaie, un marché, une union douanière, l'Europe est une communauté de valeurs. Il nous revient de le rappeler pour mieux les sauvegarder. Pour que les européens continuent de se forger dans la liberté et non dans les tranchées ni dans l'exil comme par le passé.**

4. **Deuxièmement la confiance.** Notre confiance en l'avenir de l'Union découle de l'évidence qu'aucun des grands défis auxquels nous sommes confrontés ne serait mieux réglé en-dehors de l'Union, de façon isolée par chaque État membre, pour autant qu'il puisse se croire plus grand ou plus fort.

Le changement climatique menace l'humanité dans sa propre existence. La mondialisation défie le modèle social européen. L'automation nous angoisse quant à l'avenir du travail. Les migrations bouleversent les équilibres de nos sociétés. L'instabilité dans notre voisinage constitue un risque pour la paix. Le terrorisme répand la peur dans les rues de nos villes.

Oui, ces défis existent et nous devons leur faire face. Cependant, nous ne pourrons le faire avec succès que si nous construisons une véritable Union, avec davantage de cohésion sur le plan économique, social et politique.

Ce n'est qu'unis que nous pourrons développer les politiques de voisinage et renforcer nos capacités de sécurité et de défense, que nous pourrons répondre au terrorisme et prévenir la menace globale de la radicalisation.

Ce n'est qu'ensemble que nous pourrons surveiller notre frontière extérieure commune, partager de façon solidaire le devoir d'assurer la protection internationale aux réfugiés, développer une politique de coopération capable de promouvoir la paix et le développement dans les pays d'origine.

Ce n'est qu'en commun que nous serons plus forts pour imposer le respect pour l'accord de Paris et de meilleures conditions pour le mettre en œuvre.



Seule l'Union est en mesure de mener une politique commerciale capable de maîtriser la mondialisation et de protéger les hauts standards sociaux, environnementaux et de sécurité alimentaire que nous tenons à préserver.

Seuls le marché unique, les quatre libertés, l'investissement dans la société de la connaissance, l'innovation, l'insertion dans les réseaux mondiaux du numérique, la transition énergétique, nous permettent d'assurer la croissance et l'emploi.

**C'est de cette Europe-là dont nous avons besoin.** C'est en cette Europe que nous pouvons faire confiance, qui sera perçue comme une valeur ajoutée par ses citoyens et qui saura répondre à leurs attentes légitimes.

5. L'année qui s'écoule a été marquée par des soubresauts, mais aussi par des preuves de dépassement.

Le retrait d'un État membre sera toujours un processus traumatique même si, comme nous le souhaitons, les négociations avec le Royaume-Uni conduiront à une relation d'étroite proximité et de coopération avec l'Union européenne à vingt-sept.

Le Royaume-Uni restera pour le Portugal toujours un partenaire indispensable, aussi bien du point de vue européen que national. C'est un pays auxquels nous rattachent de forts liens depuis notre traité d'alliance de mille trois cent quatre-vingt-six (1386).

La dynamique positive créée par les Sommets de Bratislava, Rome et La Valette montre que, contrairement aux craintes de certains, la décision britannique a davantage contribué à nous unir qu'à nous diviser. Il est important qu'il en soit ainsi et que cela perdure.

Par ailleurs, lors des plus récentes élections tenues sur le continent européen, la voix des citoyens a montré le rejet des réponses isolationnistes et xénophobes. Les résultats du dernier Eurobaromètre démontrent que la confiance et l'optimisme envers l'avenir de l'Union ont augmenté de manière significative depuis l'automne deux-mille-quinze (2015).

**Bien que nous puissions être plus optimistes, nous ne sommes pas pour autant complaisants.** Les inquiétudes des citoyens doivent être écoutées et, surtout, satisfaites. C'est la seule façon de renforcer l'Union européenne et de maintenir notre modèle de sociétés ouvertes et tolérantes.

6. **Pour cela, il nous fait un esprit réformateur.** Plaider pour le projet européen ne se fait pas dans l'immobilisme mais avec de l'ambition réformatrice. Je partage la vision que le Président Juncker a exposée dans le discours sur l'Etat de l'Union : nous devons profiter de ce



moment pour bâtir une Europe plus unie, plus forte et plus démocratique.

Dans le débat sur l'avenir de l'Europe, les migrations, la sécurité et la défense s'imposent comme des priorités incontournables.

L'Europe n'est pas et ne doit pas devenir une forteresse. La régulation durable des flux migratoires est une tâche à long terme qui suppose un travail en partenariat dans l'intérêt mutuel des pays d'origine et d'accueil.

L'Agenda européen en matière de migration est crucial. Il faut continuer à investir dans la paix et la sécurité, l'État de droit et le développement économique en Afrique, les déséquilibres économiques et démographiques entre nos continents créent un flux à sens unique que nous devons réguler.

La politique de défense exige un équilibre entre ambition et réalisme. C'est un important catalyseur de solidarité européenne, en complémentarité avec l'OTAN et le lien transatlantique.

L'investissement dans la défense ne se limite pas à la dépense militaire. Il a un énorme potentiel pour la croissance et pour l'emploi par le biais de la Recherche et Développement et Innovation, essentiels non seulement à la modernisation des industries de la défense, mais aussi des industries européennes à usages multiples, de l'aérospatiale au textile.

La lutte contre le terrorisme doit mobiliser l'ensemble de nos sociétés. Elle repose sur l'intense travail de coopération policière et judiciaire, et sur la collaboration entre services de renseignement. Mais il est également nécessaire d'établir des partenariats avec les pouvoirs locaux, les agents sociaux et les leaders religieux.

Parce que, dans ce combat, la prévention est particulièrement importante, surtout pour agir sur les causes de radicalisation. Le profil récurrent des auteurs des attentats montre que, dans les périphéries urbaines et dans bien des quartiers du cœur de ses villes, l'Europe manque d'un programme de régénération urbaine promouvant l'intégration.

7. Finalement, seule une convergence renforcée donnera une base solide à l'avenir de l'Europe.

Avant-hier le Président Juncker nous a lancé un appel à l'action. **Nous sommes devant l'occasion et le besoin de donner à l'Europe un nouvel élan politique.**

Son succès dépend d'une approche pragmatique capable de résister à quatre tentations. Primo : entamer un processus de révision des traités – le Traité de Lisbonne contient la flexibilité nécessaire pour faire face



aux nouveaux défis. Secundo : nous enfoncer dans d'inextricables débats institutionnels au lieu de nous concentrer sur la réponse aux préoccupations des citoyens. Tertio : nous laisser paralyser par l'hétérogénéité naturelle des visions nationales sur l'avenir de l'Europe ou porter atteinte au respect pour la pluralité de ces visions. Quarto : la fuite en avant, en cherchant à idéaliser de nouvelles missions sans consolider ce que nous avons déjà acquis.

L'Union européenne doit avancer unie dans le respect pour la volonté démocratique de ses citoyens.

En soixante ans, nous sommes passés de six à vingt-huit États membres.

Les élargissements ont enrichi l'Union européenne qui est devenue un espace beaucoup plus hétérogène. Cela pose des défis. Aujourd'hui, il est plus difficile de bâtir une volonté commune sur ce que nous voulons et à quel rythme faire avancer le projet européen.

Il nous faut respecter la diversité des volontés nationales dans une Europe démocratique. Mais, sous peine d'être victimes de notre succès, nous devons admettre – comme c'est le cas, d'ailleurs, pour l'Euro et Schengen – que le projet européen puisse avancer à géométries variables, à condition que cela se fasse de façon ouverte à la participation de tous, selon des critères clairs et objectifs et avec cohérence.

Si nous voulons accroître la sécurité collective sur la frontière extérieure, nous ne pouvons pas nous diviser en fermant les frontières intérieures à la libre circulation ; si nous voulons davantage de stabilité dans la zone euro, **nous devons renforcer la convergence économique et sociale qui l'assure.**

Néanmoins, la construction de l'avenir de l'Europe doit se faire sur des bases solides. La plus grave erreur que nous pourrions commettre serait de nous lancer dans de nouvelles entreprises ambitieuses sans avoir consolidé le projet le plus exigeant et prometteur que nous avons créé : l'Union Economique et Monétaire.

La réponse tardive, contradictoire et insuffisante de l'Union européenne à la crise économique et financière internationale qui a débuté en deux-mille huit (2008) a exposé de façon douloureuse les dysfonctionnements structurels de la construction de l'Euro.

Il est vrai que nous sommes mieux préparés pour répondre à de nouvelles crises, que la BCE a contribué de façon inestimable à sauver l'Euro et que tous les pays de la zone euro ont repris le chemin de la croissance et de la création d'emploi.



Mais ne nous faisons pas d'illusions : les fragilités originaires de l'UEM restent, en large mesure, à résoudre. Nous ne pouvons pas continuer à nier ce que la science économique a depuis longtemps consolidé sur l'optimisation des zones monétaires.

Tous les rapports techniques préparatoires de l'Euro, du Rapport Werner de mille-neuf-cents soixante-dix (1970), au Rapport Delors de mille-neuf-cents quatre-vingt-neuf (1989), ont identifié les conditions de succès d'une monnaie unique.

**Sans compléter l'Union Economique et Monétaire, nous n'aurons pas les bases solides pour bâtir l'Europe de l'avenir.**

Les dernières prises de position de la Commission, du Président Macron et de la Chancelière Merkel sont un signal clair de la fin du stade de négation et que l'Union n'attendra pas la prochaine crise pour regretter de ne pas l'avoir prévenue.

Chers amis,  
Mesdames et Messieurs,

8. Nous pouvons avancer par petits pas, mais nous ne pouvons pas continuer immobiles à mi-chemin.

Nous devons conclure ce que nous avons commencé, comme l'union bancaire ; nous avons besoin de mécanismes efficaces pour faire face aux chocs extérieurs, et de créer des stabilisateurs automatiques en cas de crise. Le fonds de garantie européen des dépôts, la base budgétaire du Fonds de Résolution Unique, la progressive transformation du Mécanisme européen de Stabilité en un véritable Fonds Monétaire européen constituent des propositions importantes, dont la mise en œuvre renforcera l'Union Monétaire.

**Mais la clé de voûte de la stabilité de la zone euro se trouve dans la convergence économique et sociale entre les économies des différents Etats membres.**

Nous ne pouvons pas continuer à envisager la zone euro comme un ensemble d'économies en compétition entre elles et avec le reste du monde.

Nous devons la considérer comme un espace intégré dont la prospérité et la cohésion profitent à tous ses membres. La valeur ajoutée de l'ensemble dépend du succès de tous et de chacun.

Il est donc urgent de créer des instruments de politique budgétaire qui, en coordination avec la politique monétaire, permettent à la zone euro d'avoir une politique économique intégrée.





Une politique qui puisse unir l'Europe, dépassant les divisions Nord-Sud, centre-périphérie.

La zone euro devrait disposer d'instruments centrés sur l'investissement dans la promotion de la convergence réelle, en articulation avec le processus du Semestre européen.

Le Semestre européen ne doit pas être uniquement un mécanisme de contrôle de la discipline budgétaire ; il doit également servir les objectifs de croissance et de convergence, et prévoir des critères et des indicateurs clairs pour mesurer les progrès obtenus dans ce domaine.

**Là devrait reposer la raison d'être d'une capacité budgétaire de la zone euro**, fondée sur des ressources propres, inspirées par le Rapport Monti.

Il ne s'agit pas de créer une union de transferts.

La convergence n'est pas une simple demande intéressée : elle est essentielle pour garantir la stabilité de la zone euro dans son ensemble et qui profite à tous ses Etats-membres.

Il ne s'agit pas non plus de financer les inefficacités nationales.

Les mécanismes de convergence doivent reposer sur une base contractuelle, afin de mettre en œuvre des réformes conçues à la mesure de chaque pays, en fonction de ses blocages structurels spécifiques.

Ces réformes permettent d'augmenter le potentiel de croissance, avec des objectifs quantifiés et des délais, dont l'exécution conditionne le transfert graduel des tranches de financement.

Nous donnerions ainsi de la cohérence et de la consistance aux Recommandations Spécifiques par Pays, consolidées dans les Programmes Nationaux de Réformes, en les dotant d'instruments financiers pour leur exécution.

**Une zone euro réformée et complète impliquera, bien entendu, de nouvelles solutions institutionnelles, y compris un contrôle démocratique accru.**

Ces solutions doivent préserver la cohérence institutionnelle de l'Union Européenne dans laquelle la Commission et le Parlement jouent un rôle irremplaçable.

9. Le débat sur la réforme de la zone euro ne peut être dissocié de la préparation de la stratégie économique de l'Union pour les années à venir.





Cette stratégie doit avoir pour objectif central le développement durable et la création d'emploi digne.

Le prochain cadre financier est un instrument décisif pour atteindre ces objectifs. Ce nouveau cadre s'insère dans un contexte d'exigence accrue, afin d'accommoder l'impact du *Brexit*, correspondre aux priorités dans les domaines de la Défense, de la Sécurité et des Migrations, et investir dans la transition vers une économie plus durable du point de vue environnemental, économique et social.

Tous ces défis impliquent une conception renouvelée du budget communautaire qui ne peut s'épuiser dans ses politiques traditionnelles, ni se limiter a priori au seuil arbitraire d'un pour cent (1%) du revenu, clairement insuffisant face à l'ambition d'une Europe qui a le vent en poupe, selon l'expression inspiratrice du Président Juncker.

**Il n'y a plus place aujourd'hui à la division entre une Europe de la Compétitivité et une Europe de la Cohésion.**

Il n'y a pas des pays compétitifs et des pays qui ont besoin de cohésion. Notre société doit être plus cohésive et notre économie plus compétitive sur le marché global.

Nous avons besoin de grands investissements à l'échelle européenne pour accomplir la transition énergétique, l'économie circulaire, la société numérique.

Mais, sous peine d'augmenter les asymétries, ces investissements doivent renforcer la convergence réelle, qui doit constituer un critère-clé pour mesurer la valeur-ajoutée européenne dans le prochain Cadre Financier Pluriannuel.

Les Cadres précédents ont corrigé quelques déséquilibres macro-économiques internes. Il nous faut maintenant concevoir le prochain Cadre de façon à éviter qu'il n'accentue les asymétries ; au contraire, il doit contenir des mécanismes qui permettent de les corriger.

La Politique Agricole Commune et la Politique de Cohésion sont des marques identitaires du projet européen, mais doivent aussi s'adapter aux nouvelles réalités des sociétés européennes.

Tout comme la PAC évolue dans le sens d'un plus fort engagement agro-environnemental, la Politique de Cohésion doit, elle aussi, évoluer pour combiner cohésion territoriale et les réponses à ses principaux bénéficiaires : les citoyens.

Pour cela, il faut créer des rapports au pilier social, faisant de cette politique un instrument central de notre réponse aux défis



démographiques, du marché du travail et de l'inclusion qui interpellent les sociétés européennes.

Le document de la Commission sur l'avenir des finances de l'Union renforce un message très important : maintenir le *status quo* n'est pas une option. Explorons donc, avec imagination, de nouvelles formes de renforcer le prochain Cadre Financier Pluriannuel et faisons-en un instrument de soutien à la convergence et à l'Union.

10. Ma conviction quant à l'urgence de la réforme de l'UEM et à la création d'une nouvelle génération de politiques de convergence repose sur l'expérience portugaise.

Notre parcours de récupération économique est la preuve qu'il est possible de respecter les règles budgétaires et, en même temps, de mettre en œuvre des mesures économiques de promotion de la croissance, de l'emploi et de la cohésion sociale.

Le Portugal croît actuellement au-dessus de la moyenne européenne, renouant ainsi avec le processus de convergence réelle avec l'Europe. Aujourd'hui, nous avons entamé une trajectoire de consolidation des finances publiques, de contrôle et de réduction du déficit, et de stabilisation du système financier. Et, plus important encore, avec une réduction prononcée et durable du chômage.

**Notre expérience est la preuve que l'indispensable respect pour les règles communes ne met pas en cause la souveraineté électorale des citoyens dans leur choix d'alternatives. La démocratie dans la zone euro n'a pas été remplacée par une pensée unique omnipotente.**

Le Portugal est fermement engagé à atteindre les objectifs d'équilibre budgétaire et de réduction progressive de la dette publique, tout en maintenant les facteurs de compétitivité internationale de l'économie portugaise.

Mais nous pouvons faire encore mieux avec un encadrement macroéconomique de la zone euro qui soit plus ami de la convergence.

Mesdames et Messieurs,  
Chers Amis,

11. Tout au long de notre participation au projet européen, nous ne nous sommes jamais guidés par des critères purement économiques ou par une conception étroite de l'intérêt national.

Les études d'impact économique produites lors de notre demande d'adhésion illustraient bien les difficultés auxquelles le pays aurait à faire avec sa participation au marché unique.



Et pourtant, parce que l'enjeu était l'adhésion à une communauté qui consoliderait définitivement le processus démocratique au Portugal, et parce que c'était la seule voie vers un processus durable et solide de développement économique et social, Mário Soares n'a pas hésité.

Le Portugal a par la suite intégré le noyau fondateur de l'Euro et de l'application de l'Accord de Schengen.

Nous avons soutenu les élargissements successifs de l'Union européenne. Gouvernement après gouvernement, leaders politiques et citoyens ont toujours conçu l'appartenance au projet européen comme un jeu de somme positive pour tous et ont toujours recherché que la conjugaison des différents intérêts ne se traduise pas par le plus petit dénominateur commun.

**C'est inspirés par ce même esprit – l'esprit que vous allez découvrir, l'esprit de Bruges - que nous prenons une part active au débat sur l'avenir de l'Europe.**

Trouvons, avec pragmatisme, des voies de conciliation et de compromis et des solutions qui bénéficient l'intérêt général et rompent avec des dynamiques stériles et dangereuses d'affrontement entre le nord et le sud, l'est et l'ouest, grands et petits, plus riches et plus pauvres.

Ce n'est qu'en reprenant le chemin de la collégialité, de la convergence et de la cohésion que nous rendrons plus solides les bases de l'avenir commun que nous voulons bâtir ensemble.

Merci.